

tentant de développer ces travaux de démonstration et en instruisant le peuple à cet égard, le ministre fait une bonne chose et devrait recevoir tout l'appui du Parlement. Il a dit quelque chose au sujet des travaux accomplis dans l'Ontario par la commission de conservation. Je sais qu'elle a fait quelque chose dans le comté de Dundas, mais je n'ai pas eu connaissance qu'elle ait pris soin de l'Ontario central et le Gouvernement n'a rien fait dans cette région pour y encourager l'industrie agricole. Je désire bien faire comprendre au ministre la nécessité d'étudier cette région et de lui donner sa meilleure attention. Avant de reprendre mon siège, j'aimerais demander quelles ont été la nature et l'étendue des travaux entrepris par la commission de conservation dans la province d'Ontario. On nous a dit qu'il y avait seize ou dix-sept stations dans cette province, mais je voudrais savoir quels travaux y sont accomplis. Les petites expériences faites par les cultivateurs eux-mêmes sous la direction de la commission ne se comparent pas avec les travaux d'une station expérimentale ou d'une ferme de démonstration. Néanmoins, je ne désire pas critiquer le travail de la commission de conservation. Il n'y a pas de doute qu'elle a fait beaucoup, mais cela ne peut se comparer aux travaux des fermes dont j'ai parlé.

M. CASSELMAN: Le ministre nous a dit qu'il y avait trente stations de démonstration dans la province de Québec. Il y a eu seize stations de ce genre dans mon comté, toutes dirigées par la commission de conservation. Les travaux accomplis par cette commission dans le comté de Dundas sont des plus satisfaisants. Ils sont très appréciés des cultivateurs et j'ose exprimer l'espoir que, maintenant que la commission cesse d'exister, ses travaux seront continués par le ministère de l'Agriculture. Quand la commission de conservation a entrepris ces travaux on avait tout d'abord prévu la continuation des expériences pendant une certaine période d'années. Cette période n'est pas expirée et les travaux ne sont pas terminés, et, si on ne les continue pas aux endroits choisis par la commission, ce qui a été fait perdra tout sa valeur. Je voudrais savoir du ministre si les travaux dans ces seize fermes seront continués maintenant qu'on va abolir la commission.

L'hon. M. TOLMIE: En réponse à la demande de mon honorable ami, je dirai que nous allons étudier cette question avec le plus grand soin. Il est impossible de dire dans le moment ce qui se fera, mais il n'y a

[M. Sexsmith.]

pas de doute que le ministère de l'Agriculture prendra des mesures pour continuer les travaux de démonstration aux endroits où ils ont été déjà commencés.

M. McGIBBON (Muskoka): Il est bien évident que ceux qui crient le plus fort obtiennent davantage. C'est apparemment le cas de certaines personnes de la province d'Ontario. D'après mon honorable ami (M. Casselman) il y a seize stations de démonstration dans son comté, mais je ne puis me représenter ce qu'elles font ou le bien qu'elles accomplissent. Il y a des centaines de milles du territoire d'Ontario, au nord de la ville de Toronto où les conditions du climat et du sol diffèrent complètement de celles du vieil Ontario et nous n'avons absolument rien du genre dont a parlé mon honorable ami de Dundas. Nous avons donc une juste raison de nous plaindre de la manière dont cette partie de la province est traitée par le Gouvernement. La province de Québec a trente de ces stations. Nous ne lui envions pas ces stations et pourtant je crois qu'on lui en a promis, ce soir, encore un certain nombre. Néanmoins, quand nous demandons ce qu'on peut faire ou ce qui sera fait pour la province d'Ontario, il paraît qu'on ne peut rien dire. J'estime que la politique du département ne peut pas être défendue si on se souvient du traitement accordé à d'autres régions du pays. A quoi servent quelques fermes de démonstration dans un comté où les conditions de climat, et autres, diffèrent entièrement de celles des autres régions de la province. Dans le nord d'Ontario nous avons des régions où, autant que je peux m'en rendre compte, le Gouvernement n'a jamais dépensé un dollar pour essayer de résoudre les difficultés que rencontrent sans cesse les colons qui y sont déjà établis et ceux qui s'y rendent constamment. Le Gouvernement n'a rien dépensé que je sache pour les colons de cette région.

M. JACOBS: Expulsez-les.

M. McGIBBON: Non, nous ne les expulserons pas. C'est une région importante de la province et elle deviendra encore plus importante. Mais je dis qu'on ne devrait pas laisser aux cultivateurs le soin de résoudre ces difficultés et c'est le devoir du Gouvernement de faire quelque chose pour leur venir en aide.

M. SEXSMITH: Je suis vraiment charmé que l'honorable député de Dundas (M. Casselman) ait jeté quelque lumière sur ce qu'a fait la commission de conservation. Il